

**Point 05** : Débat d'Orientation Budgétaire

**Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)**

Madame la Présidente, chers collègues,

La situation politique, économique et sociale de notre pays, cela a été rappelé, ainsi que la situation internationale, ont bien évidemment des incidences sur notre débat budgétaire d'aujourd'hui. Si aucun projet de loi de finance n'a encore été adopté, la volonté présidentielle et celle de ses alliés de droite est bien d'aller vers des économies forcées et moins de dépenses publiques.

Il n'aura échappé à personne que toutes ces dernières semaines, les tractations entre Michel Barnier et l'extrême droite n'avaient qu'un seul objectif : empêcher coûte que coûte la gauche, arrivée en tête des dernières élections législatives, de proposer une alternative au pays. La réduction drastique des dépenses publiques, chère à la droite et au RN, n'a jamais résolu de crise, mais elle continue d'être le remède miracle de celles et ceux qui, depuis 30 ans, sont les vrais responsables de la situation. À force de cadeaux aux plus aisés, de baisse de cotisations sociales patronales, de suppression de taxes sur le capital, le budget de la France se dégonfle et les Français s'appauvrissent.

Les indicateurs économiques sont unanimes : la croissance stagne, les taux d'intérêt demeurent élevés, le chômage repart à la hausse et les mauvaises nouvelles sur l'emploi assombrissent un paysage déjà bien morose. Je voudrais saluer toutes celles et ceux qui luttent pour empêcher ce tsunami sur l'emploi et dans tous les secteurs d'activités qui sont désormais concernés. Après la fonction publique la semaine dernière, parmi lesquels les agents territoriaux de nos collectivités, c'est au tour des nombreux secteurs du privé de refuser de voir leur vie sacrifiée sur l'autel des profits et des dividendes versés aux actionnaires.

Dans la crise que nous traversons, ce n'est ni aux couches populaires, ni au monde du travail, ni aux collectivités de payer l'addition. Permettez-moi de rappeler que si notre pays se trouve fragilisé, ce n'est pas à cause des collectivités locales, quoi qu'en pense le Président de la République. Les collectivités, elles, votent des budgets à l'équilibre et empruntent lorsqu'il s'agit

d'investissements utiles au territoire et à ses habitants, pour aujourd'hui comme pour demain. Nos collectivités ne sont pas un poids pour Bercy, mais bien une solution pour relancer la machine démocratique et économique.

La majorité de gauche de la métropole assume ce projet politique sur le fond comme sur la forme. Nous ne faisons ni le choix de la défaite et du déshonneur dans lequel s'est compromis le dernier gouvernement Barnier, ni le choix qui a conduit la région à s'égarer avec brutalité dans la baisse des subventions pour les acteurs de la culture, de la prévention santé, des missions locales ou encore dans le domaine de l'égalité femmes-hommes. Malgré les incertitudes qui pèsent sur nos finances, notre majorité de gauche a décidé de maintenir le cap de ses investissements, de poursuivre les réalisations qui répondent aux engagements pris devant les électeurs en 2020.

Notre plan pluriannuel d'investissement ira à son terme et, durant le mandat, nous aurons investi 3,4 milliards d'euros pour l'avenir du territoire et de ses habitants, soit 1,15 milliard pour les mobilités, pour les nouvelles lignes et nouvelles rames de tram, 503 millions pour la réfection et la propreté de nos espaces publics, 418 millions pour la modernisation de nos équipements et de nos réseaux d'eau et d'assainissement, ou encore 116 millions d'euros pour la collecte et la valorisation de nos déchets. Ces choix volontaristes nécessiteront un réendettement dû à la baisse de notre épargne et au contexte national et international. Toutefois, nous augmenterons le poids de notre dette avec responsabilité et dans des proportions tout à fait soutenables.

Comme vous le constatez à travers les politiques publiques métropolitaines mises en place dans le budget proposé, nous renforçons les services publics locaux, nous améliorons la qualité de vie des habitants et nous protégeons le territoire, malgré les mauvais coups portés aux collectivités par les politiques de droite en France et en Europe.

Je vous remercie de votre attention.